RÉSOLUTION DE LA F3SCT DU 1er FÉVRIER 2024

PORTANT SUR LE POINT POUR INFORMATION :

Impact de la gestion des biodéchets sur les conditions de travail des agents dans les services de restauration des EPLE

LES CONSTATS DE LA F3SCT

Le plan d'actions contre le gaspillage de 2018 n'a pas été travaillé avec le CHSCT, et les conditions de sa mise en place ont régulièrement fait l'objet de questionnements ou d'alertes de la part des organisations syndicales (missions ARL, charge de travail, adaptation du matériel...).

Bien que l'obligation de réduction des biodéchets ait été imposée en 2020, ni le CHSCT, ni par la suite la F3SCT n'a été associée et le dossier présenté ne traite des impacts sur les conditions de travail que dans le titre. En effet, aucune étude d'impact n'a été menée.

Il n'y a aucune donnée concernant :

- les modifications de missions des agents concernés (restauration, entretien) : surveillance des élèves, ...
- les nouveaux équipements avec l'impact financier sur le calcul de la dotation en fonctionnement des EPLE et les règles de prévention (broyeur, digesteur)
- une évaluation de la réduction du poids cumulé des déchets à jeter hors compost et à l'inverse une augmentation des déchets compostables
- le traitement des nuisances possibles (odeurs...)
- les données précises de l'expérimentation au sein du lycée Louis RASCOL d'Albi

Nous constatons que des techniciens de la DEJOS conseillent les établissements sans qu'un travail préalable en termes de conséquences sur la santé et les conditions de travail des agents n'ait été mené ni avec les services prévention de la collectivité, ni avec la F3SCT, ce qui est non conforme aux principes du Code du Travail, et non conforme aux nouvelles LDG 2024-2029.

Demande de la F3SCT

Les membres de la F3SCT demandent que les techniciens DEJOS intègrent en amont les services de prévention et la F3SCT dans leur processus de conseils/préconisations en termes de matériels et/ou d'organisation du travail dans les EPLE.

Nous demandons d'être consultés en amont de tout process de changement, qu'il soit réglementaire ou interne.

Cette demande concerne la gestion des biodéchets ET la mise en place du tri sélectif dans les classes souvent sans concertation des agents, et sans moyens techniques.

Le changement étant amorcé, nous demandons d'être associés à l'évaluation des impacts sur les conditions de travail de la gestion des biodéchets.

Nous avons besoin pour avancer sur ce dossier :

- des éléments de diagnostic et d'analyse des techniciens restauration (analyse de la charge de travail, des conditions sanitaires...)
- des préconisations précises en termes de matériels (compostage, tri sélectif) et d'organisation du travail faites par les techniciens restauration et des conséquences en termes de risques professionnels et/ou de charge de travail
- des mesures de prévention des risques mises à jour en lien avec ces changements d'organisation du travail pour éviter la survenue des TMS et RPS par exemple
- d'une présentation précise de l'expérimentation du lycée Louis RASCOL à Albi
- d'un retour sur les lycées qui ont mis en place ce tri bien en amont, et sur les expériences vertueuses qui pourraient être transposées (comme le lycée Saint Exupéry à Blagnac)
- que la Région rappelle aux autorités fonctionnelles que la surveillance du tri doit être faite par le personnel d'Éducation AED, en lieu et place d'ARL qui pour beaucoup d'établissement, sont déjà en mode dégradé

D'un commun accord, les membres demandent :

- **l'association de la F3SCT et des services de Médecine de Prévention à l'évaluation des risques et à l'étude d'impacts sur les conditions de travail et la santé des agents des EPLE et des CREPS et que ce point soit présenté pour avis**
- **que la présente résolution soit annexée au procès-verbal de la F3SCT du 1er février 2024**
- **qu'une réponse écrite de la collectivité à cette résolution soit également annexée au procès-verbal**